REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 22 au 28 février 2022

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Coopération régionale 2
- Coopération régionale UE-COI : Une mobilisation renforcée pour mieux anticiper et répondre aux catastrophes dans l'Océan Indien
- La COI/Sega a remis une ambulance au ministère de la santé

2. Centres d'Intérêts

2.1 Coopération.....6
- Forum pour la coopération dans l'Indopacifique

2.2 Energies renouvelables.....9
- Centrale de Farahantsana : 15 MW d'électricité injectés au Réseau Interconnecté d'Antananarivo

2.3 Environnement..... 10
- Climat : les experts de l'ONU vont encore tirer la sonnette d'alarme
- Opération de nettoyage du littoral à l'Anse des cascades

2.4 Economie 12
- Industrial Finance Corporation of Mauritius : Padayachy mise sur une croissance de plus de 6,5% en 2022

2.5 Covid-19.....13
- Covid-19 : 226 nouveaux cas et 16 décès du 19 au 25 février 2022
- Derniers chiffres Covid-19 à La Réunion : 3 décès de plus en 24h

2.6 Société.....15
- Covid-19 à La Réunion : fin du couvre-feu et du port du masque en extérieur dès ce lundi !
- Crash du vol Y61103 I Aucun corps retrouvé après presque deux jours de recherches

Coopération régionale UE-COI : Une mobilisation renforcée pour mieux anticiper et répondre aux catastrophes dans l'Océan Indien



Dans les semaines qui ont précédé la 36e réunion du Conseil des ministres de la Commission de l'Océan Indien (COI) qui se tient à Paris, l'Union européenne (UE) et la COI ont signé un programme d'actions d'un montant de 1,8 million d'euros pour la mise en œuvre du programme de renforcement de la résilience et gestion de la réponse aux catastrophes dans l'Océan Indien qui prévoit au total 6,85 millions d'euros et impliquent des opérateurs spécialisés à savoir la Croix-Rouge à travers la Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien (PIROI) et l'agence des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes (UNDRR) .

M. Vincent Degert, Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice et de la République des Seychelles a déclaré : « La succession de crises sanitaires et de catastrophes naturelles qui affectent la région depuis quelques années démontrent l'importance d'une bonne préparation et d'une capacité renforcée de réponse face aux crises. Face à l'augmentation des risques en raison des effets du dérèglement climatique et du déclin rapide de la biodiversité, l'Union européenne et la COI investissent dans la préparation et la prévention pour œuvrer au renforcement de la résilience des pays de l'Océan Indien et éviter de mettre en péril les acquis de développement. Les solutions passent notamment par la révision des mécanismes d'alerte et des plans de réaction ainsi que par la mutualisation des moyens d'interventions entre les îles de l'Océan Indien qui sont toutes exposées et vulnérables. Ensemble elles peuvent faire face à ce défi commun, mais, comme chaque catastrophe le démontre, beaucoup reste à faire, que ce soit au niveau institutionnel ou opérationnel ».

Ce nouveau programme d'action, d'une durée de 45 mois a pour objectif d'améliorer les outils régionaux de gestion des risques de catastrophes et de renforcer la capacité de prévention et réduction des risques des catastrophes dû aux effets de dérèglement climatique.

Le programme régional avec la COI, doté d'un budget total de 6,85 millions d'euros sur 5 ans, appuie les Etats de la région pour renforcer leurs cadres stratégiques et législatifs en matière de réduction et préparation aux risques de catastrophes, mais aussi leurs capacités opérationnelles de réponse.

Ce programme participe directement à la formation des acteurs, l'amélioration de la gouvernance de la gestion des crises, au renforcement des systèmes d'alerte précoce aux échelles nationales et régionale, la réalisation d'exercices de simulation et l'acquisition d'équipements.
« Le partenariat COI-UE est fermement engagé sur les sujets des biens fondamentaux que sont le climat, la biodiversité, les océans. Il est autant question d'environnement que de sécurité et de croissance socioéconomique. L'anticipation et l'amélioration des réponses face aux risques de catastrophes sont essentielles dans nos îles. Ce projet, c'est de la solidarité en action, très concrètement et très utilement », souligne le Secrétaire général de la COI, Pr. Vêlayoudom Marimoutou.
Un budget dans le cadre de ce programme est également réservé pour des interventions rapides en cas de crise. Dans ce cadre, 110 00 EUR viennent d'être débloqués pour des opérations d'assistance aux populations sinistrées à Maurice et surtout à Madagascar à la suite du passage du cyclone Batsirai. La Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien (PIROI) a notamment pu acheminer dans un délai réduit 87 tonnes de matériel, grâce au fonds du programme UE-COI et à des fonds de la France.
Outre les activités gérées par la COI (renforcement des systèmes d'alerte précoce, équipements pour les agences nationales de gestion des risques de catastrophes…), des actions sont également conduites par des partenaires de référence dans le secteur. L'agence des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes (UNDRR) fournit un appui aux Etats pour le renforcement institutionnel (stratégies, cadre législatif et règlementaire.).
Les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, fédérées au sein de la PIROI basée à la Réunion, intervient sur le renforcement des capacités logistiques dans la région (pré-positionnement de stocks de matériel d'urgence, formation des acteurs pour les secours, exercices de simulation, préparation dans les écoles, etc.).
Actions complémentaires de la Team Europe de la région
L'action de l'UE dans le domaine ne s'arrête pas à ce programme, d'autres interventions à l'échelle régionale, en partenariat avec la COI et l'Agence Française de Développement, interviennent en complémentarité : le réseau SEGA One Health de la COI pour la préparation et la gestion des crises sanitaires et le projet Hydromet, axés sur les aspects de prévisions et alertes météorologiques.
Les fonds UE-INTERREG (programme de coopération territoriale européenne), gérés par la Région Réunion, sont également mobilisés pour appuyer l'action de la PIROI. L'UE reste enfin présente en cas de catastrophes majeures à travers son aide humanitaire, la Team Europe étant la plus grande pourvoyeuse d'aide humanitaire au monde.
Des équipes de la protection civile européenne (ECHO) viennent ainsi d'être déployées à Madagascar pour appuyer la réponse suite au passage de BATSIRAI. L'UE fournit également un financement d'urgence de 1,85 million d'euros pour fournir des abris et de la nourriture, mettre en place des cliniques mobiles et apporter un soutien psychologique.

L'UE consacre Rs 90 M à un programme d'actions

110 000 EUR débloqués pour soutenir les populations sinistrées à Maurice, et en particulier à Madagascar, suite au passage du cyclone Batsirai

L'Union européenne (UE) et la COI ont signé un programme d'actions d'un montant de 1,8 million d'euros (Rs 90 millions) pour la mise en œuvre du programme de renforcement de la résilience et gestion de la réponse aux catastrophes dans l'océan Indien. C'était en marge de la 36e réunion du conseil des ministres de la COI, se déroulant à Paris.

Ce programme porte sur un montant total de 6,85 millions d'euros (Rs 342 millions) et implique des opérateurs spécialisés comme la Croix-Rouge à travers la Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien (PIROI) et l'agence des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes (UNDRR).

Commentant le programme d'actions, Vincent Degert, ambassadeur de l'Union européenne, déclare que la succession de crises sanitaires et de catastrophes naturelles affectant la région depuis quelques années démontre l'importance d'une bonne préparation et d'une capacité renforcée de réponse face aux crises.

« *Face à l'augmentation des risques en raison des effets du dérèglement climatique et du déclin rapide de la biodiversité, l'Union européenne et la COI investissent dans la préparation et la prévention pour œuvrer au renforcement de la résilience des pays de l'océan Indien et éviter de mettre en péril les acquis de développement. Les solutions passent notamment par la révision des mécanismes d'alerte et des plans de réaction ainsi que par la mutualisation des moyens d'interventions entre les îles de l'océan Indien qui sont toutes exposées et vulnérables. Ensemble elles peuvent faire face à ce défi commun, mais, comme chaque catastrophe le démontre, beaucoup reste à faire, que ce soit au niveau institutionnel ou opérationnel* », poursuit-il.

Ce nouveau programme d'action, d'une durée de 45 mois, a pour objectif d'améliorer les outils régionaux de gestion des risques de catastrophes et de renforcer la capacité de prévention et réduction des risques des catastrophes relevant des effets de dérèglement climatique. Le programme régional avec la COI, doté d'un budget total de 6,85 millions d'euros sur cinq ans, appuie les États de la région pour renforcer leurs cadres stratégiques et législatifs en matière de réduction et préparation aux risques de catastrophes, mais aussi leurs capacités opérationnelles de réponse.

Ce programme participe directement à la formation des acteurs, l'amélioration de la gouvernance de la gestion des crises, au renforcement des systèmes d'alerte précoce aux échelles nationales et régionale, la réalisation d'exercices de simulation et l'acquisition d'équipements.

Répondre à l'urgence

« *Le partenariat COI-UE est fermement engagé sur les sujets des biens fondamentaux que sont le climat, la biodiversité, les océans. Il est autant question d'environnement que de sécurité et de croissance socioéconomique. L'anticipation et l'amélioration des réponses face aux risques de catastrophes sont essentielles dans nos îles. Ce projet, c'est de la solidarité en action, très concrètement et très utilement* », souligné, pour sa part, le secrétaire général de la COI, le Pr Vêlayoudom Marimoutou.

Un budget dans le cadre de ce programme est également réservé aux interventions rapides en cas de crise. À ce propos, une enveloppe de 110 000 EUR vient d'être débloquée pour des opérations d'assistance aux populations sinistrées à Maurice et surtout à Madagascar suite du passage du cyclone Batsirai.

La Plateforme d'intervention régionale de l'océan Indien (PIROI) a notamment pu acheminer dans un délai réduit 87 tonnes de matériel, grâce au fonds du programme UE-COI et à des fonds de la France.

Outre les activités gérées par la COI (renforcement des systèmes d'alerte précoce, équipements pour les agences nationales de gestion des risques de catastrophes…), des actions sont également conduites par des partenaires de référence dans le secteur.

Actions complémentaires

L'agence des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes (UNDRR) fournit un appui aux États pour le renforcement institutionnel (stratégies, cadre législatif et règlementaire.). Les sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge, fédérées au sein de la PIROI basée à La-Réunion, interviennent sur le renforcement des capacités logistiques dans la région (pré-positionnement de stocks de matériel d'urgence, formation des acteurs pour les secours, exercices de simulation, préparation dans les écoles, etc.).

L'action de l'UE dans le domaine ne s'arrête pas à ce programme, d'autres interventions à l'échelle régionale, en partenariat avec la COI et l'Agence Française de Développement, interviennent en complémentarité : le réseau *SEGA One Health* de la COI pour la préparation et la gestion des crises sanitaires et le projet *Hydromet*, axés sur les aspects de prévisions et alertes météorologiques. Les fonds UE-INTER-REG (programme de coopération territoriale européenne), gérés par la Région Réunion, sont également mobilisés pour appuyer l'action de la PIROI.

L'UE reste enfin présente en cas de catastrophes majeures à travers son aide humanitaire, la *Team Europe* étant la plus grande pourvoyeuse d'aide humanitaire au monde. Des équipes de la protection civile européenne (ECHO) viennent ainsi d'être déployées à Madagascar pour appuyer la réponse suite au passage de Batsirai. L'UE pourvoit également un financement d'urgence de 1,85 million d'euros pour fournir des abris et de la nourriture, mettre en place des cliniques mobiles et apporter un soutien psychologique.

Plus d'infos cliquez les liens ci-dessous :

- https://depeche-taratra.mg/commission-de-locean-indien-focus-sur-la-reponse-durgence-face-aux-catastrophes-naturelles/
- Une mobilisation renforcée pour mieux anticiper et répondre aux catastrophes - Maurice Info (maurice-info.mu)

La COI/ Sega a remis une ambulance au ministère de la santé

23/02/2022  Andjouza Abouheir



Dans le cadre du partenariat entre le ministère de la santé et la Commission de l'Océan Indien via le réseau Sega/one-Health, à travers l'appui de la République Française et l'AFD, une ambulance médicalisée a été remise mercredi dernier. Ce don d'une valeur de 25 millions KMF va permettre d'assurer une prise en charge des malades au niveau de l'aéroport.

La COI à travers le projet Sega a remis mercredi 16 février dernier, une ambulance médicalisée au ministère de la santé. Ce don estimé d'une valeur de 25 millions de nos francs rentre dans le cadre du partenariat entre le ministère de la santé et la Commission de l'Océan Indien via le Réseau Sega/one-Health à travers l'appui de la République Française et l'AFD.

La ministre de la santé a salué cette initiative qui permettra de répondre à l'urgence au niveau de l'aéroport de Hahaya. « Cette ambulance va permettre d'évacuer urgemment les personnes dont l'état de santé exige une prise en charge hospitalière », précise Loub Yakouti Attoumane. Présent à cet évènement, le ministre des transports aériens a encouragé la ministre de la santé pour ses efforts indéniables à travers les actions de renforcement du dispositif sanitaire aux frontières aériennes et maritimes.

Quant au point focal du réseau SEGA aux Comores, Dr Saindou Ben Ali Mbae, il a montré que ce don a pour but de répondre aux exigences du règlement sanitaire international au niveau de l'aéroport. « L'ambulance a les accessoire nécessaires permettant d'assurer la prise en charge du malade jusqu'à l'hôpital. C'est une réponse immédiate », rassure-t-il. Pour mémoire, ce don devance l'installation d'un scanner thermique dans les aéroports (Hahaya et Ouani) et la mise en place d'une chaine de contrôle liée à la COVID-19 et autres.

Andjouza Abouheir

Forum pour la coopération dans l'Indopacifique



Les participants au Forum ministériel pour la coopération dans l'Indopacifique

Le 22 février 2022, la présidence française du Conseil de l'Union européenne (UE) et le haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne, Josep Borrell Fontelles, ont co-organisé à Paris un Forum ministériel pour la coopération dans l'Indopacifique réunissant les institutions européennes, les ministres des affaires étrangères, ou leur représentant, des 27 États membres de l'UE, et d'une trentaine d'États de l'Indopacifique, ainsi que des représentants des organisations régionales de l'Océan Indien et de l'Océan Pacifique. Cet événement a été organisé à l'occasion de la présidence française du Conseil et suite à l'adoption, en septembre 2021, de la stratégie de l'UE pour la coopération dans l'Indopacifique.

Le Forum ministériel était coprésidé par Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères de la France, et par Josep Borrell, haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne.
Les discussions au cours de la réunion ont permis d'identifier des idées et des pistes de coopération entre l'UE et ses partenaires de l'Indopacifique à la lumière de la stratégie Indopacifique de l'UE et de la stratégie Global Gateway récemment adoptées.
Le Forum ministériel pour la coopération dans l'Indopacifique a mis en évidence l'ambition partagée par les participants de :
travailler ensemble pour la paix, la prospérité et le développement durable et inclusif en Europe et dans l'Indopacifique ;
réaffirmer leur attachement à un ordre international fondé sur des règles, aux valeurs et principes démocratiques, ainsi qu'au renforcement du multilatéralisme et de l'État de droit, au respect du droit international et à la liberté de navigation, conformément à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) ;
promouvoir le développement de la région Indopacifique et renforcer les liens entre l'UE et les partenaires de la région Indopacifique par des actions de coopération et de solidarité s'appuyant sur nos engagements communs, y compris l'Agenda 2030 pour le Développement durable, l'Accord de Paris sur le changement climatique, et la Convention sur la diversité biologique ;

renforcer leur coopération dans un certain nombre de domaines et poursuivre leurs échanges sur les pistes identifiées, notamment dans le cadre de trois tables rondes organisées lors du Forum ministériel, sur : i) la sécurité et la défense ; ii) la connectivité et les questions numériques et ; iii) les enjeux globaux tels que le changement climatique, la préservation de la biodiversité et des océans, ainsi que la santé.
Les participants de l'UE ont réitéré l'importance de la région Indopacifique pour l'Europe et ont souligné leur soutien à un engagement accru et à long terme de l'UE et de ses États membres par le biais d'actions concrètes. Le rôle des régions ultrapériphériques et des pays et territoires d'outre-mer européens dans l'Indopacifique a été souligné à cet égard.
Dans le domaine de la sécurité et de la défense, l'UE a annoncé l'extension du concept d'une présence maritime coordonnée dans le nord-ouest de l'Océan Indien. Cela permettra à l'UE de soutenir davantage la stabilité et la sécurité dans la région Indopacifique, d'optimiser les déploiements navals, de promouvoir la cohérence de l'action européenne et de faciliter l'échange d'informations et la coopération avec les partenaires de l'Indopacifique, notamment en organisant des exercices maritimes et des escales conjointes. En outre, l'UE a réaffirmé sa détermination à accroître son engagement en matière de sécurité et de défense avec ses partenaires de la région, par exemple en renforçant ses dialogues et ses relations bilatérales. En outre, l'UE a réaffirmé son engagement à :
Suite de l'article

Plus d'infos cliquez ci-dessous :

- https://ec.ambafrance.org/Forum-ministeriel-pour-la-cooperation-dans-l-Indopacifique-Paris-22-fevrier
- https://toronto.consulfrance.org/forum-ministeriel-pour-la-cooperation-dans-l-indopacifique-paris-22-fevrier

VISITE DE MACKY SALL : Moroni et Dakar signent sept accords de coopération



Le locataire de Beit-salam a accueilli son homologue sénégalais samedi après-midi où sept accords et une convention entre les deux chambres de commerces Dakar-Moroni ont été signés dans le but de densifier les liens fraternels entre les deux pays. Macky Sall a manifesté son soutien au président Azali pour son appel à la cohésion sociale. Selon lui, le chef de l'Etat comorien est sur la voix de la stabilité, de l'émergence et de la démocratie. "S i les Comores et le Sénégal sont géographiquement distant de plus 7000 km, les cœurs et les esprits nous rapprochent et nous unissent », tel est le sentiment exprimé par le président de la République du Sénégal. Reçu samedi 26 février par son homologue Azali Assoumani à Beit Salam quelques heures après son arrivée sur le sol comorien, le chef de l'Etat du Sénégal a expliqué que sa visite aux Comores s'inscrit dans une longue tradition suivie et entretenue bien avant les indépendances des deux pays et notamment dans le cadre des travaux parlementaires. Sept accords ont été signés entre les deux pays et une convention entre les deux chambres de commerce (Dakar - Moroni). Il s'agit entre autres d'un protocole d'accord sur la coopération culturelle, un accord de coopération dans le domaine de la santé, formation des diplomates, coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, etc.

Macky Sall a manifesté son soutien sans faille à Azali pour son appel à la cohésion sociale. « J'encourage vivement et soutiens le dialogue politique, national intercomorien qui est nécessaire dans une démocratie en mouvement… Aucun pays au monde n'a un modèle assureur de démocratie. Il appartient donc aux citoyens de se donner la volonté de construire ensemble les acquis. Mr le Président, vous êtes sur la voie de la stabilité, la voie de l'émergence et de la démocratie », déclare celui qui a demandé à Azali de jouer l'interprète au près du peuple comorien pour sa gratitude. Par cette occasion, le nouveau président de l'Union Africaine a été élevé à l'ordre du Croissant vert des Comores. **Suite de l'article**

Centrale de Farahantsana : 15 MW d'électricité injectés au Réseau Interconnecté d'Antananarivo



La centrale de Farahantsana a une capacité de production d'électricité de 28 MW et injecte déjà 15 MW sur le RIA.

La Jirama mise davantage sur les énergies renouvelables pour augmenter sa capacité de production et réduire ses coûts. Le projet Farahantsana, mené en partenariat avec Tozzi Green porte déjà ses fruits et contribue à l'approvisionnement de la Capitale.

Un allègement considérable du délestage économique à Antananarivo. C'est ce que la Jirama a mis en avant-hier, suite à la contribution de la centrale hydroélectrique de Farahantsana, pour l'approvisionnement du RIA (Réseau Interconnecté d'Antananarivo) en électricité. « *L'exploitation des sources d'énergies renouvelables figure parmi les stratégies de redressement de la Jirama. C'est la raison pour laquelle, la société développe ses infrastructures de production d'électricité issue de ces sources d'énergie. C'est le cas de la nouvelle centrale à Farahantsana, située dans la commune d'Ambohimasina, dans le district d'Arivonimamo. Il s'agit d'une centrale hydroélectrique, dotée d'une puissance de 28 MW. C'est le fruit de la collaboration entre la Jirama et sa société partenaire Tozzi Green* », ont indiqué les responsables auprès de la société d'État. D'après les informations fournies, l'essai d'une première injection de 5 à 7 MW a été effectué le 22 février dernier, jusqu'à la fin de la pointe du soir. Un deuxième essai d'injection s'est déroulé le lendemain – soit le 23 février – dont l'objectif a été de doubler la puissance injectée la veille. Hier, un total de 15 MW a été injecté sur le RIA, depuis la centrale de Farahantsana.

Bénéficiaires. Certes, les usagers s'attendent à une réduction des coupures programmées, suite à cet approvisionnement depuis Farahantsana. Selon les dirigeants de la Jirama, tous les ménages urbains et ruraux, les industriels, les services publics raccordés sur le RIA, notamment dans les régions Analamanga, Itasy, Vakinankaratra et Alaotra Mangoro vont bénéficier de cette nouvelle infrastructure. « *Sa mise en service vise notamment à renforcer la puissance installée du parc de production du réseau actuel, accélérer la transition énergétique, fiabiliser et sécuriser le réseau électrique, améliorer la qualité de service de l'alimentation en électricité et contribuer à réduire le coût de revient de la production d'électricité* », ont-ils affirmé. **Suite de l'article**

Climat : les experts de l'ONU vont encore tirer la sonnette d'alarme



Les experts climat de l'ONU (Giec) vont dessiner lundi dans leur nouveau rapport une image sans doute cataclysmique des impacts sur l'humanité d'un changement climatique qui s'accélère malgré les appels répétés à réduire rapidement les émissions de gaz à effet de serre.

Après deux semaines de négociations en ligne et à huis clos qui ont débordé de plus d'une journée, le Giec dévoile à 11h00 GMT le "résumé pour les décideurs" passé au crible ligne par ligne, mot à mot par les 195 Etats membres, sorte de condensé politiquement sensible des milliers de pages du rapport scientifique élaboré par 270 chercheurs de 67 pays.

Et même si cette publication risque d'être éclipsée par l'invasion russe en Ukraine, "le rapport se doit d'aller au delà de la seule question de faire la Une des médias", a souligné auprès de l'AFP Stephen Cornelius, observateur des négociations pour l'ONG WWF. "Il va étayer les politiques internationales et nationales pour les prochaines 6 ou 7 années", d'ici le prochain cycle d'évaluation du Giec, a-t-il ajouté.

"Ses conclusions seront d'une importance capitale pour les décideurs du monde entier", avait aussi insisté le président du Giec Hoesung Lee lors d'une brève session publique pour le lancement de la session mi-février. "Les besoins n'ont jamais été plus importants, parce que les enjeux n'ont jamais été aussi élevés".

"Le futur c'est maintenant", insiste de son côté Alexandre Magnan, un des auteurs du rapport.

Ainsi, alors que la planète a gagné en moyenne environ +1,1°C depuis l'ère pré-industrielle, le monde voit déjà de ses propres yeux sur presque tous les continents les catastrophes à l'œuvre. Comme l'an dernier avec les flammes ravageant l'Ouest américain, la Grèce ou la Turquie, des flots submergeant des régions d'Allemagne ou de Chine, ou un thermomètre qui frôle les 50°C au Canada.

Et ces événements météo extrêmes vont devenir plus fréquents encore avec la poursuite du réchauffement. **Suite de l'article**

Opération de nettoyage du littoral à l'Anse des cascades



La préfecture annonce une intervention à Sainte-Rose aujourd'hui à la suite de la pollution engendrée par le Tresta Star.

« *Après l'échouement du navire Tresta Star sur les côtes réunionnaises le 3 février dernier et la fuite d'eaux mazouteuses de ses cales, la présence de boulettes de fuel a été constatée à l'Anse des cascades*« , indique la préfecture dans son communiqué d'annonce. Dans ce cadre, il est précisé encore que le préfet de La Réunion, en lien avec la commune de Saint-Rose, a décidé de déployer ce lundi des moyens POLMAR Terre pour nettoyer la zone. Cette opération se tiendra en présence de Michael Mathaux, sous-préfet de Saint-Benoît, de Michel Vergoz, maire de Sainte-Rose et d'Eric Mévélec, Directeur de la Mer Sud Océan Indien.

Des personnels de la Direction de la Mer Sud Océan Indien et de la commune de Sainte-Rose seront mobilisés pour cette opération aujourd'hui. Une sécurisation de la zone polluée, un espace de décontamination et une aire de stockage primaire seront notamment mis en place, souligne aussi la communication préfectorale.

Industrial Finance Corporation of Mauritius : Padayachy mise sur une croissance de plus de 6,5% en 2022

Jairaj Sonoo, président de l'IFCM : « Ce guichef de financement industriel sera complémentaire aux banques commerciales »



Alors que les vols internationaux ont repris, relançant le secteur des voyages, la BCP Bank (Mauritius) lance une carte de débit VISA en devises étrangères (en euros ou en dollars) pour répondre aux attentes de ses clients.

Acceptée dans le monde entier, cette carte à puce, avec code et option sans contact, convient autant aux businessmen et aux étudiants en partance pour les études à l'étranger, qu'à ceux voyageant régulièrement à titre privé. Liée à un compte bancaire libellé en euros ou en dollars, la carte de débit Gold de la BCP Bank (Mauritius) se veut très pratique.
« Elle a été conçue pour offrir à nos clients un moyen sûr d'effectuer des paiements à l'étranger sans avoir à se soucier du taux de change et des frais de conversion », souligne Sangeetha Ramkelawon, Deputy Chief Executive Officer chez BCP Bank (Mauritius).
En effet, dès qu'une entreprise opère à l'international, elle est confrontée à la notion de ce taux de change, qui est très déterminant pour ses activités. « La fluctuation des taux de changes peut affecter le montant des factures qui sont converties en monnaies locales », explique-t-elle.
Suite de l'article

Covid-19 : 226 nouveaux cas et 16 décès du 19 au 25 février 2022

Nette baisse des nouveaux cas de Covid-19 dernièrement si l'on se réfère aux dernières statistiques disponibles, publiées samedi dernier par le ministère de la Santé publique. En effet, il a été dénombré 226 nouveaux cas de Covid-19 du 19 au 25 février 2022. Une baisse significative par rapport à la semaine précédente au cours de laquelle 589 nouveaux cas ont été enregistrés.

Au niveau des décès, 16 autres personnes ont succombé de la Covid-19 durant la période du 19 au 25 février, ce qui porte à 1 366 le nombre de décès liés à la Covid-19 à Madagascar depuis le début de l'épidémie dans le pays. Les formes graves, quant à elles, sont au nombre de 42 contre 61 la semaine précédente, tandis que les nouvelles guérisons sont au nombre de 815.

Au total, 63 659 cas confirmés de Covid-19 ont été enregistrés à Madagascar depuis le début de l'épidémie, dont 62 970 confirmés par test et 689 confirmés par scanner durant la deuxième vague de l'épidémie. Le nombre total de tests effectués est de 398 434 et le nombre total de guérisons est de 58 677, soit un taux de guérison de 92,17%.

Hanitra R.

Derniers chiffres Covid-19 à La Réunion : 3 décès de plus en 24h

par Mohamed Alaoui

À La Réunion, le nombre de décès, **+3** supplémentaires ce **dimanche 27 février 2022** soit **141** décès depuis le 1er février 2022(**681** décès depuis le début de l'épidémie en mars 2020) selon Santé Publique France, avec un t**aux d'incidence** qui baisse toujours, il est de **1241.45** pour 100 000, actuellement, selon Santé Publique France au **jeudi 24 février 2022**.
Le taux d'occupation des lits de réanimation à La Réunion ce dimanche 27 février 2022 est de 121,23 %.
Nombres d'hospitalisations et les réanimations :

- 460 (+9 en 24h) hospitalisations en cours
- 64 (0 en 24h) réanimations en cours

- 555 328 (+166 en 24h) personnes ont reçu 2 doses de vaccin soit 64,6 % de la population réunionnaise.
- 53 174 685 (+8 390 en 24h) personnes ont reçu 2 doses de vaccin soit 79,2 % de la population françaises.

Covid-19 à La Réunion : fin du couvre-feu et du port du masque en extérieur dès ce lundi !



Le 18 février dernier, le préfet Jacques Billant annonçait une levée progressive des restrictions sanitaires. Cette annonce a été faite dans un contexte de diminution des contaminations sur l'île. Même si la prudence reste de mise, ce lundi 28 février marque la fin d'un certain nombre de mesures.

Levée du couvre-feu

Le couvre-feu à 21h mis en place à partir du 1er janvier 2022 avait déjà été repoussé à 23h le 21 février dernier. Ce lundi il disparaît complètement. Les Réunionnais peuvent donc sortir comme ils le souhaitent le soir, et cela va permettre à des établissements comme les boîtes de nuit de rouvrir leurs portes.

Fin du port du masque en extérieur

Il est désormais possible de flâner dans le centre-ville ou de se rendre sur les marchés sans être contraint de porter un masque. Ce dernier reste néanmoins obligatoire dans tous les lieux clos.

Retour à la normale pour les pique-niques et les bivouacs

Les amateurs de pique-niques et de bivouacs peuvent se réjouir. Dès aujourd'hui, ces derniers sont autorisés sans limitation du nombre de personnes.

Fin de la jauge à table au restaurant

Comme pour les pique-niques et bivouacs, la limitation à 6 personnes disparaît ce lundi 28 février.

Rassemblements sur la voie publique et télétravail

Ce jour marque également le retour des rassemblements sur la voie publique sans limitation du nombre de personnes. Quant au télétravail, il n'est plus obligatoire pour les entreprises mais reste fortement recommandé.

Guillaume Caras

Crash du vol Y61103 I Aucun corps retrouvé après presque deux jours de recherches

Faïza Soulé Youssouf



Du crash survenu samedi à Mwali, les équipes de secours n'ont repéré aucun survivant. Aucun corps n'a été retrouvé (jusqu'à tard hier dans la soirée). En revanche, si l'appareil n'a pas été localisé avec exactitude, des débris ont pu être récupérés, tout comme des bagages ou encore des gilets de sauvetage.

Aucun corps n'a été retrouvé, l'appareil n'a pas été localisé. Du kérosène est détecté, et le périmètre où devrait se trouver l'avion est connu", a déclaré le ministre des Transports, Ahmed Bazi, au cours d'une conférence improvisée hier à la brigade Bonovo à Mwali.En revanche, des débris de l'appareil ont été retrouvés dimanche. Tout comme des gilets de sauvetage, des bagages et des pneus du Cessna Caravan, soigneusement rassemblés à la gendarmerie pour les besoin de l'enquête. Certains laissent penser que les passagers auraient leurs ceintures de sécurité toujours attachées.Une coordination de crise a été mise en place à Mwali. Elle est composée de la gendarmerie, des garde-côtes, de la Sécurité civile et de la justice. Plusieurs ministres se trouvent déjà à Fomboni, dont celui des Transports, de l'Intérieur et des Télécommunications.
Il y a peu de chances de trouver des survivants. Des plongeurs en provenance de Ngazidja sont attendus pour prêter mains fortes à leurs collègues sur place. **Suite de l'article**